

La mission 2019 aux Archives historiques d'Etat de Russie à Saint-Pétersbourg, sujet de doctorat : « L'Empire et l'Église orthodoxe russe sous le règne de Nicolas I<sup>er</sup> (1825-1855) » .

Ma thèse de doctorat a pour but d'étudier l'histoire de l'Église orthodoxe russe dans une période difficile de soumission totale au pouvoir séculier. Depuis 1721, l'Église était administrée par un organisme d'État, le Saint-Synode, à la tête duquel se trouvait un Haut Procureur laïc. Cette tutelle s'alourdit davantage sous Nicolas I<sup>er</sup> (1825-1855), monarque absolu et conservateur, qui poussa jusqu'au bout la logique bureaucratique pour faire du Saint-Synode une sorte de ministère du culte orthodoxe. L'adoption d'une telle politique poursuivait l'idée de Nicolas I<sup>er</sup> – la protection de l'orthodoxie. L'empereur écrit : "...les mœurs chrétiennes représentent le fondement du bien-être public, mais ces mœurs sont formées par le clergé ".<sup>1</sup>

Les données des archives du Saint-Synode présentent la base de notre étude. Après la révolution de 1917, les archives du Saint-Synode sont devenues une partie des Archives historiques de l'Etat de Russie à Saint-Pétersbourg - RGIA (Fonds 796). Le but de la mission de 2019 était la sélection des documents en lien avec l'objet d'étude et leur analyse. La période sur laquelle se focalise notre sujet se distingue par les changements dans le fonctionnement du Saint-Synode. Ainsi la réforme réalisée par le Haut Procureur, le général Nicolaj Protasov, établit une nouvelle chancellerie du Haut Procureur en 1836. D'une coté, cela a du améliorer (voir accélérer) le travail du Synode, de l'autre, souligner le niveau ministériel de ce dernier. L'apparition de la chancellerie permit la création du deuxième Fonds de documents (Fonds 797). L'étude d'un certain nombre de documents du Fonds 797 a permis de comprendre l'accélération des travaux du Synode: les affaires spirituelles d'importance ordinaire ont été préparées par des responsables laïques et présentées ensuite pour signature au Haut Procureur, au lieu de présenter ces documents aux membres ecclésiastiques du Synode.

Au cours de notre mission, nous avons choisi et analysé les documents reflétant l'histoire de trois périodes du Saint-Synode sous Nicolas I<sup>er</sup> - de 1825 à 1855 – qui a leur tour sont liées au travail de trois Haut Procureurs, à savoir : Petr Sergeevič Meščerskij (1825-1833), Stefan Dmitrievič Nečaev (1833-1836), Nicolaj Protasov (1836-1855). Une telle division, à notre avis, devrait aider à comparer le travail du Synode à différentes périodes du règne de Nicolas I<sup>er</sup>, et répondre à la question: Le Haut Procureur était-il ministre au sens littéral du terme, ou a-t-il pris la place de « sous-ministre ».

Malheureusement, la consultation des documents aux archives nationales russes par rapport à celles de l'Europe occidentale est très chargée par des restrictions. Il y a donc une restriction à la délivrance de documents - pas plus de 10 dossiers par jour, et il n'y a pas de possibilité de photographier gratuitement les documents, ce qui conduit à la nécessité de faire des extraits des documents nécessaires et d'y consacrer beaucoup de temps. Des dossiers microfilmés représentent une exception. Néanmoins, plus de 300 dossiers ont fait l'objet d'une étude au cours de la mission. Il s'agit principalement des journaux des réunions du Saint-Synode pour les différentes années de la période considérée. Une grande attention a été accordée aux

---

<sup>1</sup> *Polnoe Sobranie Zakonov Rossijskoj Imperii*, recueil 2, v. 3, № 1697, Saint-Pétersbourg, 1830, p.17 ( Recueil complet de toutes les lois de l'Empire russe )

rapports du Haut procureur du Saint-Synode à l'empereur. La valeur de ces documents consiste dans le fait que l'empereur était considéré comme l'émissaire de Dieu sur terre et, par conséquent, il pouvait influencer les décisions des évêques-membres du Saint-Synode. Généralement le Haut Procureur faisait ces rapports hebdomadairement, à l'exception rare de l'absence de l'empereur dans la capitale. Néanmoins, comme nous l'avons établi au cours de la mission, Nicolas I<sup>er</sup> inventa une décision sans précédent: le transfert du droit de résoudre les problèmes de l'Église pendant son absence à l'héritier du trône. Les mêmes rapports ont permis de constater que l'empereur n'était pas toujours en mesure de conserver sa décision. Le dernier mot a pu être laissé aux membres du Saint Synode.

Parallèlement aux recherches archivistiques, dans le département des manuscrits de la Bibliothèque nationale de Russie nous avons consulté des documents concernant le haut clergé (y compris des membres du Saint-Synode), ainsi que des responsables laïques au service dans cette institution. Des personnages historiques tels que le métropolite de Moscou Filaret (Drozdov), l'archevêque Innocent (Borisov), l'archevêque Jacob (Večerkov), l'archevêque Savva (Tixomirov) ont laissé un riche héritage épistolaire. Une analyse de cette correspondance nous a permis de faire la lumière sur ce qui restait en dehors des documents officiels.

La mission 2019 a été fructueuse mais non exhaustive. Ainsi, une masse de documents restait inexploré : le Fonds 1661 qui contient des documents du directeur de la chancellerie du Haut Procureur du Synode Constantin Serbinovich, ainsi que plusieurs affaires des Fonds 796 et 797 du Saint-Synode, dans lesquelles les affrontements du pouvoir civil et des autorités spirituelles trouvaient son lieu. Nous espérons qu'en 2020, nous pourrons répéter la mission et poursuivre l'étude.



Image 1. Franz Krüger. Portrait de Nicolas I<sup>er</sup>, musée de l'Ermitage, Saint-Pétersbourg, 1852

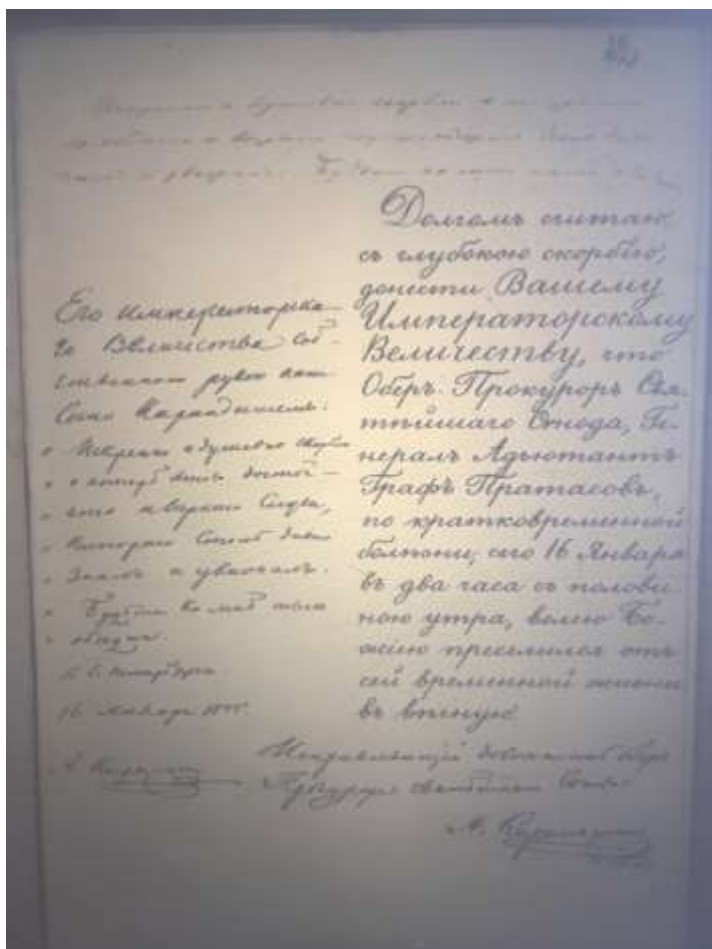


Image 2. Un rapport d'Alexandre Karasevskij à Nicolas I<sup>er</sup> à l'occasion du décès du Haut Procureur Nicolaj Protasov. L'empereur laissa des notes: «Je déplore sincèrement et de toute mon âme la perte de ce digne et fidèle serviteur que je connaissais et respectait depuis si longtemps». 16 janvier 1855, RGIA, Fonds 797, op. 97, d. 411, p. 22